

LE MR À LA CONQUÊTE DES GRANDES VILLES

Les libéraux tenteront de vaincre le signe indien, le 14 octobre prochain. Pour des raisons historiques et sociologiques, ils ne détiennent aucune place forte : ni Bruxelles, ni Liège, ni Charleroi... Pour y parvenir, ils comptent sur l'atmosphère sécuritaire du moment.

PAR OLIVIER MOUTON

Un fameux test. Pour le MR, le scrutin communal et provincial du 14 octobre sera la première confrontation réelle avec les électeurs depuis le choix posé en 2014 de se marier avec la N-VA au gouvernement fédéral. « Je suis optimiste, assure, au Vif/L'Express, Olivier Chastel, président des libéraux francophones, en mode méthode Coué. Nous pouvons être fiers d'avoir pris nos responsabilités au niveau socio-économique, en matière de sécurité et d'immigration. Mais ce test vaudra surtout pour les provinciales, moins marquées par les personnalités. »

Lorsqu'on regarde la carte des communes, on perçoit un autre enjeu majeur – et plus concret – de cette cuvée 2018 : la conquête de symboles. Il y a six ans, le MR avait réussi de belles élections communales, en dépassant même le PS en nombre de bourgmestres. Par contre, s'il participait bien à des majorités dans les grandes villes, il n'y obtenait que rarement le mayorat – et souvent dans des circonstances rocambolesques, comme lorsque Françoise Schepmans a conquis en dernière minute l'hôtel de ville de Molenbeek au détriment du PS Philippe Moureaux, grâce au soutien du CDH et d'Ecolo. A l'heure actuelle, le MR ne compte toujours pas de bourgmestre à Bruxelles-Ville, ni à Charleroi, ni à Namur, ni à Liège, ni à Mons...

Le soir du 14 octobre, il espère décrocher au moins un gros lot. « Je ne me fixe pas d'objectif en la matière, tempore Olivier Chastel, même s'il se montre plus ambitieux en privé. Nous avons réussi de belles élections communales en 2012, avec une centaine de bourgmestres à la clé, et nous espérons faire aussi bien cette fois-ci. →

→ Nous sommes déjà présents dans les majorités en place à Namur, Charleroi, Mouscron, La Louvière, à Bruxelles-Ville et dans plusieurs communes bruxelloises. Et nous l'avons été à Mons. Notre objectif,

c'est de se maintenir et, cette fois, d'enfin participer à une majorité à Liège... »

Le fruit de la sociologie électorale
Si le MR ne domine pas dans les grandes villes, c'est bel et bien le fruit de l'histoire et de réformes politiques qui ont changé la société belge en profondeur. « A partir de l'élargissement du suffrage, survenu en 1891 dans les communes avant le niveau national en 1894, deux grandes familles politiques se sont imposées dans les communes, les socialistes et les sociaux-chrétiens, pointe Pascal Delwit, politologue à l'ULB et auteur d'une histoire de *170 ans de libéralisme* (éd. de l'ULB, 2017). Jusqu'à alors, dans les villes, les libéraux étaient plutôt devant les catholiques. » Dans la capitale, leurs bourgmestres avaient d'ailleurs marqué de leur empreinte l'avènement de la Belgique.

Bien plus tard, dans les années 1960, les libéraux décrochent à nouveau des positions de force dans certaines villes. Mais dès le début des années 1970, une nouvelle réforme structurelle malmène ce retour en grâce : la fusion des communes. « Celle-ci va rendre pratiquement impossible pour les libéraux d'accéder à la tête de Charleroi, de Liège ou de Mons, souligne Pascal Delwit. Les communes qui sont associées au cœur des villes sont davantage populaires que les centres, mixtes voire bourgeois. Mons était plutôt libérale, il y avait une forte compétition à Liège ou à Charleroi, mais la fusion dilue ces réalités et apporte des forces aux socialistes. » Sociologiquement, le PS s'impose dans toute la Wallonie, lui qui « possédait » déjà des villes ouvrières comme La Louvière ou Seraing.

L'espoir des villes moyennes

Cette situation-là non plus n'est pas

éternelle. Dans les années 1990, les libéraux prennent des accents sociaux sous l'impulsion de Louis Michel, transforment le Brabant wallon en place forte et conquièrent des villes de formats intermédiaires comme Jodoigne, haut-lieu des Michel, et Wavre, offerte sur un plateau à Charles. « L'exemple du Brabant wallon, qui était auparavant très socialiste, démontre que les libéraux peuvent progresser là où la démographie augmente, souligne le politologue. On ressent désormais cette influence dans le nord du Hainaut. Les mouvements de population ont une influence politique réelle. » De même, le MR étend son influence dans le Namurois et le Luxembourg, conquiert Anderlecht et Molenbeek en Région bruxelloise, tout en perdant dans le même temps ses places fortes dans le sud-est de la capitale.

2018 marquera-t-il une percée supplémentaire ? « Le MR peut cultiver l'espoir de conquérir des villes qui ne ressortissent pas au schéma classique, analyse Pascal Delwit. Verviers devient plus disputée. Tournai aussi, avec une vraie compétition entre Marie-Christine Marghem (MR) et Rudy Demotte (PS), et peut-être Mouscron, où le CDH a dû composer avec le décès de trois personnalités fortes. A terme, il y a un coup à jouer à Namur et à Liège, villes libérales dans le sens classique du terme. »

Mais... « Le risque pour le MR, c'est que DéFI et Ecolo deviennent le réceptacle de libéraux qui ne suivent plus le cours fédéral actuel. Ce n'est pas tant le fait de gouverner avec la N-VA qui pourrait déranger, mais bien ce cours droitier sur la question des immigrés, fût-ce dans la rhétorique. Des questions comme les visites domiciliaires ou l'enfermement des

enfants, qui ont occupé le devant de l'actualité, sont hautement sensibles. »

Une ligne très sécuritaire

Sur le terrain, là où ils partent à la conquête des grandes villes, les candidats libéraux ne partagent pas cette crainte. « La sécurité est la priorité numéro un des gens, martèle Alain Courtois, premier échevin de la ville de Bruxelles. La première chose qu'ils me disent, c'est "halte au laxisme, monsieur Courtois". Les gens découvrent désormais au quotidien les incivilités au coin de leur rue. Il y a des quartiers où l'on n'ose plus sortir le soir: ce n'est pas normal. »

« Les messages de nos membres ou des citoyens en général sont alarmants, confirme son président de parti, Olivier Chastel. En marge des sondages que nous réalisons, il apparaît bel et bien que la sécurité est le sujet qui domine, qui passionne, qui inquiète. C'est une préoccupation à laquelle il faut apporter des réponses. Si on ne mène pas une réflexion pragmatique en réponse aux craintes de la population, on fait courir à notre pays le risque de l'avènement d'un populisme extrême, comme cela se passe dans d'autres pays européens. » L'accent de la campagne est clair: à droite! Avec ce leitmotiv répété partout: « Le MR est le seul parti de centre-droit dans un échiquier politique où tout le monde se bouscule au centre-gauche. » Le seul, aussi, qui dispose d'un chapitre de lutte contre le terrorisme au sein de son programme communal.

Alors, si la conquête de la Ville s'avère de plus en plus ardue pour le MR en raison d'une population de plus en plus métissée et précarisée, la tête de liste reste persuadée qu'à Bruxelles, il y aura match avec le PS, même si, en 2012, celui-ci avait battu les libéraux de plus de 10 %.

« Evidemment, la sociologie a changé, reconnaît Alain Courtois. Mais les gens

de la deuxième ou de la troisième génération n'acceptent pas non plus le laxisme. Sur les 88 000 électeurs bruxellois, il y a 38 000 seniors qui ont en outre besoin d'être rassurés. Je leur confirme que je suis candidat bourgmestre et que, dans trois semaines, c'est moi qui dirigerai la police ! » Gonfler les muscles, pour espérer l'emporter... Ce faisant, Courtois veut couper les pattes au canard véhiculé par le président de DéFI, Olivier Maingain: il n'est pas écrit que l'actuelle majorité PS-MR repartira sur les mêmes bases qu'il y a six ans.

Mettre fin à...

36 ans d'opposition

A Liège, Christine Defraigne espère, elle aussi, vaincre le signe indien. Le symbole prend, dans la cité ardente, une dimension quasiment mythique. « Nous sommes dans l'opposition depuis trente-six ans de façon ininterrompue, nous rappelle-t-elle. C'est un fameux bail, dans la première ville de Wallonie. Nous l'avons vue peu à peu se dégrader et s'appauvrir sans avoir l'occasion de réagir... Cette fois, nous comptons bien revenir au pouvoir. Et davantage, si affinités. Oui, je suis candidate bourgmestre. Si nous avons l'occasion de mettre en place une jamaïcaine (MR-CDH-Ecolo) comme ce fut le cas à Namur, je n'hésiterai pas. » Comme à Bruxelles, il y a la volonté de faire taire la rumeur d'un accord préélectoral PS-MR. Et, là aussi, le rêve peut paraître ambitieux: en 2012, il y avait aussi plus de 10 % d'écart au bénéfice des socialistes. Mais, tant à Bruxelles qu'à Liège, les affaires (Samusocial et Publifin) sont passées par là, salissant le PS, tandis que le CDH peine à remplacer ses ténors sur le départ. Il y a un coup à jouer...

En misant sur des accents sécuritaires ?

« Les libéraux liégeois ont toujours incarné une ligne plus sociale, nuance

Christine Defraigne, qui n'hésite jamais à exprimer une voix discordante au sein du parti. Mais le premier axe de notre campagne, c'est la qualité de vie. Il faut remettre en place les fondamentaux: la sécurité, en effet, mais aussi la propreté et la mobilité. Alors, on pourra s'attaquer aux autres défis en matière de gouver-

nance et rendre leur fierté aux Liégeois. »

La cheffe de file liégeoise y croit dur comme fer. Tout en se disant inquiète de cet autre virage, perceptible durant cette campagne: « Les gens s'éloignent de plus en plus de la politique. » Avant de conquérir ces places fortes, il y a la nécessité, urgente, de remobiliser des citoyens dégoûtés. ▀